

«L'imaginaire, c'est l'être de la société»

Komivi Elom Alagbo est pasteur de l'Église évangélique presbytérienne du Togo, et il poursuit des études de théologie à l'Université protestante d'Afrique centrale, au Cameroun. Sa thèse de doctorat, pour laquelle il fait des recherches en France avec le soutien du Défap, porte sur « la théologie de la reconstruction de Kā Mana et ses implications pour la restauration du Togo ». Un thème qui lui a été inspiré par l'état de profonde désespérance d'une partie de la jeunesse togolaise : depuis l'indépendance et jusqu'à aujourd'hui, le Togo s'est montré incapable de rebâtir un imaginaire susceptible de mobiliser son propre peuple en vue d'un but commun. Car ce qui fonde un idéal politique, des institutions, c'est cet imaginaire, qui leur donne leurs bases. Pour guérir une société, reconstruire une nation, c'est cet imaginaire qu'il faut restructurer...

Témoignage

d'

Elom



Chercheur
accueilli
en France



« L'imaginaire, c'est l'être de la société »

[Télécharger son témoignage](#)

[► Retour au sommaire de la rubrique « Témoignages »](#)

Diminuez votre empreinte carbone avec le Défap !

Pour lutter contre le changement climatique, chaque geste compte. C'est valable pour les organisations humaines, États, entreprises, ONG, Églises ; c'est valable pour les individus. Le Défap a ainsi mis en place une stratégie ambitieuse de réduction de ses émissions de CO2 et de compensation carbone. Et vous, que ferez-vous pour le climat ? Pourquoi ne pas vous associer aux projets portés par le Défap par un don, et contribuer ainsi à réduire votre propre empreinte carbone ? Vous pourrez par la même occasion vous engager pour plus de justice climatique, en finançant un projet bon pour l'environnement, et bon pour les populations concernées. Présentation avec Maëlle NKOT, notre Chargée de projets.



Vue d'un village au Bénin © Wegmann, Wikimedia Commons

[Donnez pour ce projet !](#)

Le changement climatique, nous y sommes déjà tous confrontés. Mais ses effets n'ont pas le même degré de gravité dans la vie de chacun. Pour des vacanciers, ce sera peut-être une canicule qui oblige à désertier la plage et à rechercher la fraîcheur. Pour des agriculteurs, une sécheresse qui détruit leurs récoltes, et les ruine. Pour les habitants d'une région confrontée à des inondations à répétition, ce peut être la mort à brève échéance. Et pour ceux de pays que guette la montée du niveau des mers, l'obligation de fuir. C'est le cas par exemple au Bangladesh, où trente-neuf millions de personnes sont directement menacées.

Chaque geste compte

Selon le 6ème rapport du GIEC, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, 3,3 milliards de personnes vivent dans des zones qui sont déjà vulnérables au changement climatique. Or l'augmentation de la teneur des gaz à effet de serre dans notre atmosphère, au premier rang desquels le dioxyde de carbone, se poursuit encore. Leur concentration s'élève aujourd'hui à un niveau jamais atteint depuis deux millions d'années. Le respect de l'objectif de limiter le réchauffement global à 1,5°C nécessite un pic des émissions de CO₂ en... 2025 au plus tard. C'est-dire demain. Ensuite, il faudra que ces émissions décroissent, jusqu'à atteindre la neutralité carbone en 2050. Et comme le rappelle le GIEC, « chaque dixième de degré compte ». Chaque dixième de degré au-dessus du seuil des 1,5°C se traduira par plus de tempêtes, d'inondations, de vagues de chaleur, et surtout de drames humains.

Alors que faire ?

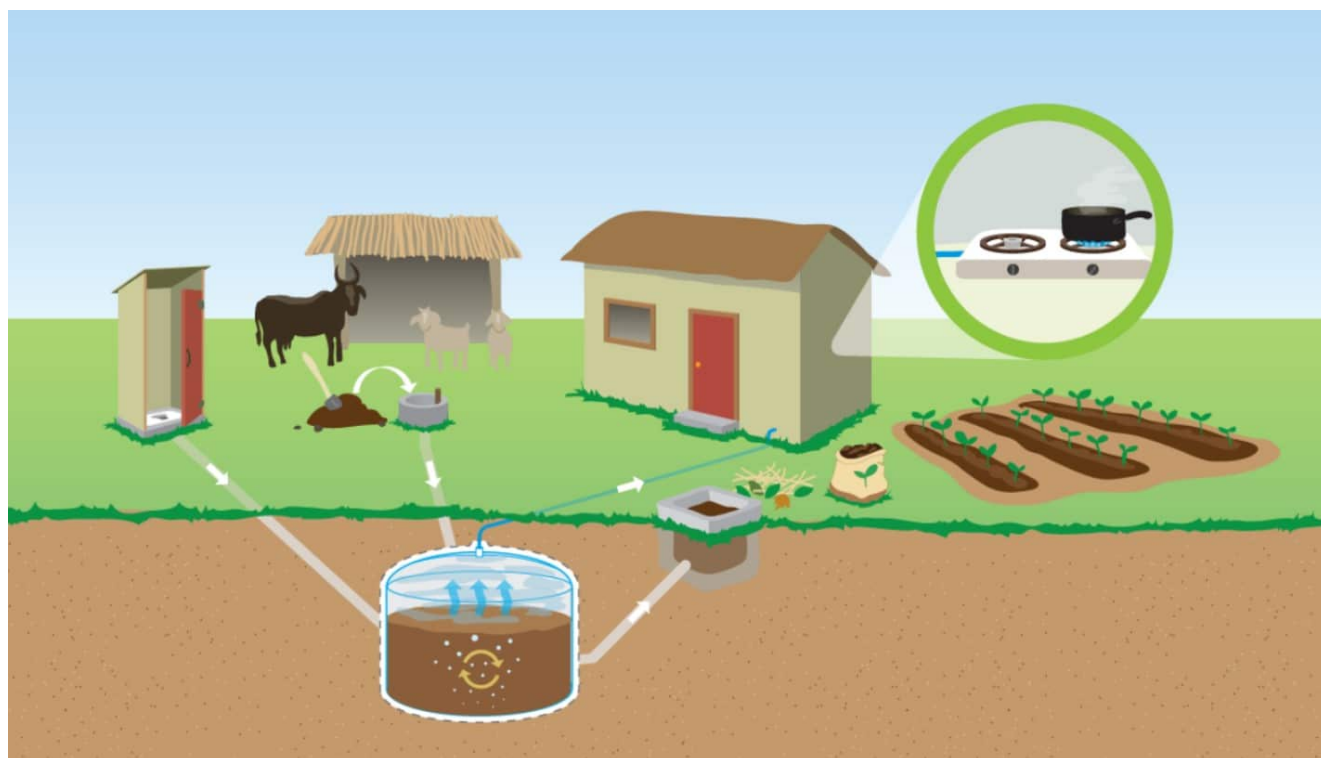
*Des biodigesteurs pour Agbonan : présentation par Maëlle NKOT,
notre Chargée de projets*

Pour diminuer les émissions globales de gaz à effet de serre, chaque geste, chaque engagement compte. C'est valable au niveau individuel. C'est valable aussi pour les organisations : États, entreprises, ONG... Et comme la plupart des activités humaines produisent du CO₂, et qu'on ne peut tout stopper, le Protocole de Kyoto a inventé dès 1997 le mécanisme de la « compensation carbone ». Il s'agit en gros de contrebalancer les émissions de gaz à effet de serre que l'on ne peut réduire en finançant des projets qui se traduisent par une diminution d'autres émissions de ces mêmes gaz. Dans le cas d'ONG internationales, ce mécanisme est très utile pour compenser des activités que l'on ne peut réduire, par exemple des déplacements à l'étranger. Dans le cas précis du Défap, dont le but est d'entretenir des liens entre Églises par-delà les frontières, il n'est pas possible de mettre fin à tous les voyages, ce qui se traduirait par la fin des relations. Il est possible en revanche de traquer toutes les autres sources d'émissions de CO₂ et de tâcher de les réduire. C'est ce qui a été fait avec, par exemple, des travaux d'isolation et de modernisation du chauffage du 102 boulevard Arago. Et il est

possible de compenser les émissions résiduelles. Pour cela, **le Défap finance des projets qui se traduisent par une baisse des émissions de CO₂**. Comme les pays du Sud sont les plus impactés par les effets du réchauffement climatique, c'est sur des partenaires présents dans ces pays que le Défap s'appuie, de manière à améliorer les conditions de vie des populations concernées.

Et **le Défap va au-delà de la compensation carbone** : les projets qu'il porte en 2024, en s'appuyant sur l'expertise du Secaar, doivent se traduire par une baisse d'émissions de CO₂ supérieure à ce qu'il produit lui-même.

Vous pouvez dès lors, vous aussi, réduire votre propre empreinte carbone en participant au financement de l'un de ces projets : l'installation de biodigesteurs dans le village d'Agbonan, au Bénin. Par votre don, vous contribuerez aussi à plus de justice climatique, en soutenant un projet bon pour l'environnement et bon pour les villageois.



*Ce que produit un biodigester : du gaz à usage domestique, et des fertilisants agricoles © Jean Velasques, RedBioLAC
Conference*

À quoi serviront vos dons ?

- avec 50 € : Vous participez à la sensibilisation de 4 ménages à la gestion et au tri des déchets.
 - avec 100 € : Vous participez à la formation de 10 personnes à l'utilisation d'un biodigester.
 - avec 150 € : Vous participez à l'achat de 5 brouettes pour le transport des déchets.
 - avec 800 € : Vous participez à l'équipement de 75 ménages pour le tri des déchets.
 - avec 1200 € : Vous participez à l'achat et la construction d'un biodigester.
-

Sauvegarde de la création : Le Défap a besoin de vous !

Face aux risques que le réchauffement climatique fait peser sur les conditions de vie de toute l'humanité, le Défap s'est engagé, comme un nombre croissant d'organisations chrétiennes, dans la sauvegarde de la création. Mais ce projet ne pourra se faire sans vous ! Vous aussi, vous pouvez manifester votre engagement à nos côtés en nous soutenant par vos dons.



Photo prise durant un atelier du Secaar – août 2019, Kpalimé © Secaar

Si la plus grande partie des émissions de gaz à effet de serre qui contribuent au réchauffement climatique provient des pays les plus riches, ce sont les populations des pays pauvres qui en pâtissent le plus. Car ce sont elles qui ont le moins de moyens pour se protéger des destructions d'habitats ou de récoltes, des changements de leur milieu de vie qu'apportent les évolutions du climat. Une thématique que l'on retrouve parmi les trois grands axes de travail du Défap : dans son programme « Convictions et actions », il affirme sa volonté de « s'engager pour la justice, le respect de la création et la dignité humaine » – des préoccupations souvent intimement liées, ce que résume bien le concept de « justice climatique ».

Cette préoccupation de « justice climatique », c'est

précisément ce qui guide le [programme de « compensation carbone »](#) dans lequel s'est engagé le Défap. Il s'agit tout à la fois de participer à la sauvegarde de la création (en diminuant les émissions de gaz à effet de serre du Défap, et en « compensant » ce qui n'aura pu être réduit par un soutien à des activités réduisant les rejets de CO2), et d'améliorer le bien-être des populations participant au programme. Pour la deuxième année consécutive, c'est un projet porté par le [Secaar](#) (Service chrétien d'appui à l'animation rurale), un partenaire de longue date, que le Défap a choisi de soutenir. Il s'agit de valoriser les déchets ménagers et agricoles dans le village d'Agbonan, au Bénin, grâce à des biodigesteurs qui permettront de produire du biogaz et des fertilisants organiques agricoles. Les bénéficiaires seront 75 ménages ainsi que les élèves des établissements scolaires (écoles primaire et secondaire) du village.

[Donnez pour ce projet !](#)

Pour mener ce projet à bien, le Défap a besoin de vos dons. Par votre soutien, avec quelques euros ou dizaines d'euros, vous pouvez manifester concrètement votre engagement pour la sauvegarde de la création, tout en participant à l'amélioration des conditions de vie des habitants d'Agbonan.

Ce projet s'inscrit dans la continuité de celui lancé l'année précédente dans la région de la Kara, au Togo voisin : il s'agissait alors de promouvoir l'usage de « foyers améliorés ». Ce premier projet « compensation carbone » du Défap bénéficiait déjà de l'expertise du Secaar, et s'est traduit, non seulement par une économie substantielle de bois de chauffe, limitant ainsi la déforestation, mais aussi par une amélioration visible des conditions de vie des bénéficiaires, comme en témoigne le reportage ci-dessous ; l'action du Secaar comportait par ailleurs un volet « sensibilisation » pour lequel il a doté sa ferme-école d'Apédokoè (à 80 km au nord-ouest de Lomé) d'une salle dédiée aux formations.

Pour 2024, le projet porté par le Défap bénéficie de l'expertise d'un membre local du Secaar, le [CIPCRE Bénin](#).

Le Secaar et le développement holistique

Le Secaar (Service chrétien d'appui à l'animation rurale) est une organisation qui rassemble aujourd'hui dix-huit Églises et organisations chrétiennes d'Afrique et d'Europe, présentes dans une douzaine de pays, et dont le Défap est un des membres fondateurs. Les questions écologiques, politiques et de justice sociale y sont étroitement liées. Le Secaar se veut un réseau engagé : pour le droit à la terre, le droit des femmes, pour aider les communautés à faire face aux changements climatiques... Sa vision va bien au-delà de la simple notion de « développement durable ».

Le Secaar a été fondé en 1988 au Bénin, avant d'être officiellement constitué en association internationale en 1994 à Yaoundé, au Cameroun. Son siège se trouve aujourd'hui à Lausanne, en Suisse, et le secrétariat exécutif à Lomé, au Togo. Le CIPCRE-Bénin (Cercle International pour la Promotion de la Création) est un des membres du Secaar, travaillant dans la même perspective, et il sera chargé de la mise en place et du suivi du projet d'Agbonan.

Le Défap et le climat : le point sur la compensation carbone

Réduire l'empreinte écologique du Défap : tel est l'objectif du programme en deux volets (limitation des émissions de gaz à effet de serre, et compensation des émissions résiduelles par le soutien à des projets écologiques) dont s'est doté le Défap depuis 2022. Voici un aperçu des résultats du premier projet labellisé « compensation carbone » dans le cadre de ce programme, celui mené au Togo par le Secaar.

Des formes tubulaires en terre, ouvertes sur le dessus et sur un côté, évoquant des cônes de volcans en miniature : au premier abord, ces réalisations n'ont rien de spectaculaire.

Dans la région de la Kara, au Togo, où le Secaar (Service chrétien d'appui à l'animation rurale) mène actuellement des actions d'accompagnement et de sensibilisation en faveur de l'environnement, elles sont pourtant le signe d'un changement profond. Ce sont des « foyers améliorés » : leur but est de limiter la déperdition de la chaleur lors de la cuisson des aliments, de façon à économiser du combustible. De façon traditionnelle, les repas sont préparés sur un petit feu allumé en plein air. Il y faut beaucoup de bois, la fumée qui se disperse en plein vent cause des problèmes de santé aux cuisinières (surtout au niveau des yeux et des poumons), et il n'est pas rare que des étincelles aillent provoquer des incendies. Avec les « foyers améliorés », la consommation de bois de chauffe est réduite de 50% à 70%, ce qui limite la déforestation, et donc le coût pour les villageois.



Exemple de foyer amélioré construit grâce à l'action du Secaar au Togo © Secaar

Réduction de l'empreinte écologique du Défap : les deux axes de travail

Cette action menée par le Secaar est soutenue par le Défap dans le cadre de son programme de « compensation carbone », initié par une décision de son Conseil en janvier 2022. Il s'agissait pour le Défap d'aller jusqu'au bout de la volonté de sauvegarde de la création affirmée dans son programme de travail, et déjà mise en œuvre par le soutien à divers projets en faveur de l'environnement, en réduisant sa propre empreinte écologique. Un programme en deux volets : le premier prévoit une réduction des émissions de gaz à effet de serre liées à ses activités, avec des objectifs ambitieux : -40% d'ici 2030 (par rapport à l'année de référence, à savoir 2021) ; -50% d'ici 2040 et -60% à l'horizon 2050. Le second prévoit de « compenser » les émissions résiduelles en soutenant chaque année des activités destinées à diminuer la production globale de gaz à effet de serre, dans une proportion équivalente à ce que le Défap produit lui-même. Le but étant de parvenir à un bilan égal à zéro : la neutralité carbone.



Exemple de foyer amélioré construit grâce à l'action du Secaar au Togo © Secaar

Pas question, par ailleurs, que cette volonté de sauvegarde de la création se traduise par un frein au développement : avec le projet des « fours améliorés » porté par le Secaar, ce sont aussi les conditions de vie des villageois participant au programme qui sont notablement améliorées. La cuisson des aliments est plus rapide et plus facile, les accidents domestiques et problèmes de santé diminuent. Dans les villages de la région de la Kara où le programme est en cours, les villageois en sont directement acteurs : le Secaar a organisé des ateliers de fabrication de « foyers améliorés », assure le suivi du projet en recueillant des informations auprès de participants... C'est toute la force de la vision portée par le Secaar, réseau de 18 Églises et ONG d'inspiration chrétienne, qui va bien au-delà de la simple notion de « développement durable ». Le Défap en est membre fondateur et l'accompagne

depuis sa création, en 1988 au Bénin. Le Secaar se veut un organisme engagé : pour le droit à la terre, le droit des femmes, pour aider les communautés à faire face aux changements climatiques... À une époque où le développement est souvent vu à travers des indicateurs chiffrés qui tendent à occulter la dimension humaine, le respect des droits fondamentaux ou l'impact environnemental, la grande originalité de ce réseau, qui revendique son implantation dans un milieu chrétien, est de concilier ces diverses dimensions qui semblent s'opposer, en les appuyant sur un solide soubassement spirituel.

Sauvegarder l'environnement et améliorer les conditions de vie



Exemple de foyer amélioré construit grâce à l'action du Secaar au Togo © Secaar

Fait significatif de cette volonté de « développement

holistique », concept cher au Secaar, et qui implique de répondre à tous les besoins humains, du plus matériel au plus spirituel, en considérant que chaque aspect influe sur tous les autres, ce programme des « fours améliorés » est mené en partenariat avec la Division de Lutte contre la Pauvreté (DLP) de l'Église Évangélique du Togo (EEPT). Il s'agit donc bien, tout à la fois de sauvegarder l'environnement et d'œuvrer à une amélioration des conditions de vie des populations locales.



La salle de formation construite au niveau de la ferme-école d'Apédokoè © Secaar

L'action du Secaar comporte par ailleurs un volet « sensibilisation » pour lequel il a doté sa ferme-école d'Apédokoè (située à 80 km au nord-ouest de Lomé) d'une salle dédiée aux formations. La construction de cette salle faisait partie intégrante du projet soutenu par le Défap pour cette année. Là encore, le chantier a été mené avec la volonté de limiter autant que possible l'impact environnemental : utilisation de matériaux locaux pour les briques, équipement

électrique utilisant l'énergie solaire, ameublement fabriqué à partir de bois produit sur place. Une première formation a pu se tenir dans cette salle du 8 au 10 novembre 2023. L'objectif est d'organiser régulièrement de telles rencontres pour les agriculteurs-trices du réseau pour des sessions de recyclage et de découverte des innovations agroécologiques.



Les participants de la première formation organisée à la ferme-école d'Apédokoé © Secaar

Le Secaar veut promouvoir l'être humain dans toutes ses

dimensions

Le Défap participe du 16 au 17 mai au COS 2023 du Secaar – l'équivalent d'une Assemblée générale pour ce réseau qui regroupe 18 Églises et ONG d'inspiration chrétienne, et dont le Défap est un des membres fondateurs. Soucieux de concilier développement et sauvegarde de la création, défense des droits humains et ancrage chrétien, le Secaar cherche à apporter une réflexion théologique aux acteurs de développement et une réflexion sur le développement aux théologiens.



Le Secaar représenté lors de la foire ouest-africaine des semences paysannes, en mars 2023

« Pas de souveraineté politique sans une souveraineté alimentaire et pas de souveraineté alimentaire sans une souveraineté semencière ». Ce mot d'ordre illustre l'un des

nombreux engagements du Secaar, qui lui a valu d'être présent en mars dernier lors de la foire ouest-africaine des semences paysannes organisée par le COASP Bénin (Comité Ouest Africain des Semences Paysannes). Il est aussi révélateur du positionnement de cette organisation qui rassemble aujourd'hui dix-huit Églises et organisations chrétiennes d'Afrique et d'Europe, présentes dans une douzaine de pays, et dont le Défap est un des membres fondateurs. Les questions écologiques, politiques et de justice sociale y sont étroitement liées.

Le Secaar se veut un réseau engagé : pour le droit à la terre, le droit des femmes, pour aider les communautés à faire face aux changements climatiques... La vision du Secaar, ou Service chrétien d'appui à l'animation rurale, va bien au-delà de la simple notion de « développement durable ». À une époque où le développement est souvent vu à travers des indicateurs chiffrés qui tendent à occulter la dimension humaine, le respect des droits fondamentaux ou l'impact environnemental, la grande originalité de ce réseau, qui revendique son implantation dans un milieu chrétien, est de concilier ces diverses dimensions qui semblent s'opposer, en les appuyant sur un solide soubassement spirituel. Ses actions se déploient selon cinq axes de travail : le développement intégral (considérer l'être humain comme une créature avec des besoins matériels mais également relationnels et spirituels), l'agroécologie (maintenir les équilibres des écosystèmes), le climat et l'environnement (système alimentaire mondial plus juste, avec respect de l'environnement), les droits humains (promotion de la dignité humaine et accès équitable aux ressources), et la gestion de projet (accompagnement et/ou suivi). Il a été fondé en 1988 au Bénin, avant d'être officiellement constitué en association internationale en 1994 à Yaoundé, au Cameroun. Son siège se trouve aujourd'hui à Lausanne, en Suisse, et le secrétariat exécutif à Lomé, au Togo.

Le rôle du Secaar dans le projet de « compensation carbone » du Défap

En ce mois de mai 2023, du 16 au 17, les délégués des dix-huit différentes organisations membres se retrouvent en visioconférence à l'occasion du Conseil d'Orientation et de Suivi (COS) du Secaar : une réunion qui fait office d'Assemblée générale du Réseau. Elle sera présidée par Antoinette Lawin-Ore Bossou, qui a succédé à Roger Agbakli. Cette réunion permettra notamment de revenir sur le Plan stratégique 2021-2024 et de présenter la planification 2023. Le Défap y sera représenté par Maëlle Karen Nkot, chargée de projets au sein du Service protestant de mission, ainsi que par François Fouchier. Ils pourront apporter, l'une sa perspective sur la solidarité internationale, l'autre ses préoccupations environnementales et son expérience du développement durable, et plus particulièrement en tant que délégué régional du Conservatoire du Littoral. Ce COS permettra ainsi d'entendre les messages non seulement du Défap, mais de DM, son homologue pour la Suisse romande, et de la Cevaa.

Au-delà de son soutien aux ONG ou Églises membres, le Secaar cherche à apporter une réflexion théologique aux acteurs de développement et une réflexion sur le développement aux théologiens. Des actions pour lesquelles il travaille en collaboration régulière avec le Défap et DM : le Défap a, par exemple, envoyé la bibliste Christine Prieto pour travailler sur un cycle de formations bibliques, qui a abouti à l'édition d'un ouvrage conçu pour aider des groupes à réfléchir sur la question du développement dans une perspective biblique. DM et Défap ont aussi apporté leur appui, à travers des envoyés, à la communication du Secaar.

Autre exemple des liens étroits qui existent entre le Défap et le Secaar : c'est à l'expertise du Secaar que le Défap a fait appel pour son projet de compensation carbone. La démarche de réduction de l'empreinte écologique dans laquelle s'est lancée

le Défap a en effet deux versants : l'un vise à limiter les émissions de gaz à effet de serre liées aux locaux et aux activités du Défap, avec la tenue d'un tableau de bord par le Secrétariat général ; l'autre vise à compenser les émissions qui n'auront pu être évitées en soutenant des activités destinées à diminuer la production de gaz à effet de serre, dans une proportion équivalente à ce que le Défap aura produit lui-même, de façon à parvenir à un bilan global égal à zéro : la neutralité carbone. Pour cela, le Défap a proposé de labelliser annuellement, en lien avec la Cevaa, des projets de « compensation carbone » pour les Églises membres et ses partenaires. Ainsi, pour compenser ses émissions de gaz à effet de serre de l'année 2022, c'est vers le Secaar qu'il s'est tourné, en soutenant un projet visant à promouvoir des foyers améliorés, afin de réduire la déforestation et l'utilisation de butane ; ce qui contribuera aussi à réduire les maladies respiratoires causées par l'inhalation de la fumée.

Retrouvez ci-dessous quelques témoignages en vidéo illustrant la diversité des actions et des partenariats du Secaar :

Le Secaar : innover face aux défis climatiques

Trouver des solutions face aux défis tant humains qu'écologiques que posent les grands enjeux actuels, notamment liés au changement climatique : c'est ce que fait le Secaar, organisation au service du développement holistique, qui regroupe 19 Églises et organisations chrétiennes d'Afrique et d'Europe, et dont le Défap est membre fondateur. C'est précisément l'une des actions soutenues par le Secaar qui va être portée par le Défap dans le cadre de son projet de compensation carbone.



Photo prise durant un atelier du Secaar sur les plantes médicinales – août 2019, Kpalimé, Togo © Secaar

S'adapter au changement climatique, ça ne se résume pas à appliquer mécaniquement une série de recettes. Il faut au contraire expérimenter, innover ; et pour cela, bien connaître les enjeux. Il y faut des compétences, de l'expérience, une démarche éprouvée. Le Défap ne peut se prévaloir d'une telle expertise, mais il peut s'appuyer sur des partenaires à la solidité reconnue.

Depuis l'origine, la notion de réseau est une part fondamentale de l'identité du Défap : sa création en 1971 a coïncidé avec celle de la Cevaa, Communauté d'Églises en Mission au sein de laquelle prennent place une large part de ses actions ; il se présente comme le service missionnaire commun de plusieurs Églises protestantes de France ; et il entretient depuis longtemps des relations étroites avec nombre de partenaires associatifs dans le monde protestant. Il a contribué à la création d'organismes très divers, toujours dans le monde protestant, avec à chaque fois ce même souci de maintenir le lien et les relations solidaires. C'est le cas du Secaar.

Une approche mêlant étroitement spiritualité et solidarité

Loin d'une course au développement à tout crin, le Secaar (Service chrétien d'appui à l'animation rurale), un réseau de dix-neuf Églises et organisations chrétiennes d'Afrique et d'Europe, présent dans une douzaine de pays, cherche à promouvoir l'être humain dans toutes ses dimensions : spirituelle, sociale et matérielle. Ses actions se déploient selon cinq axes de travail : le développement intégral (considérer l'être humain comme une créature avec des besoins matériels mais également relationnels et spirituels), l'agroécologie (maintenir les équilibres des écosystèmes), le climat et l'environnement (système alimentaire mondial plus juste, avec respect de l'environnement), les droits humains (promotion de la dignité humaine et accès équitable aux ressources), et la gestion de projet (accompagnement et/ou

suivi). Il a été fondé en 1988 au Bénin, avant d'être officiellement constitué en association internationale en 1994 à Yaoundé, au Cameroun. Son siège se trouve aujourd'hui à Lausanne, en Suisse, et le secrétariat exécutif à Lomé, au Togo.

Le Secaar, c'est donc une trentaine d'années d'histoire et d'expériences, une approche bien spécifique mêlant étroitement spiritualité et solidarité ; et c'est aussi une organisation dont le Défap est membre fondateur, et avec lequel il entretient des liens suivis. Lieu d'expérimentation, de formation et accompagnement de structures et de communautés locales, le Secaar ambitionne d'être un réseau qui contribue au développement local. Il est de plus en plus reconnu pour ses compétences et la qualité de son accompagnement.

Retrouvez ci-dessous quelques témoignages en vidéo illustrant la diversité des actions et des partenariats du Secaar :

Go to Arago : un stage interculturel sur la question des guérisons

Jusqu'au 17 juin 2022 se déroule au Défap la session retour du stage interculturel France-Togo organisé par la CPLR. Aperçu des échanges et témoignages sur ce stage qui associe 24 pasteurs des deux pays, sur le thème : « Miracles et guérisons, regards et enseignements ».



Participants du stage interculturel se retrouvant par petits groupes dans le jardin du Défap, au premier jour de cette session 2022 © Défap

L'ambiance est studieuse mais détendue. En ce jeudi 9 juin

2022, Franck Agbi Awume, professeur en Nouveau Testament à la Faculté d'Atakpamé, au Togo, aborde diverses situations dans lesquelles la maladie est évoquée dans les textes bibliques. Ainsi que les guérisons. Le propos s'étend rapidement aux pratiques dans les Églises : comment les malades y sont-ils perçus, accueillis, indépendamment de leur prise en charge médicale ? Comment peut réagir un pasteur face à des demandes explicites de prières de guérison – notamment dans un contexte qui pousse à voir la maladie en premier lieu comme d'origine spirituelle, comme la manifestation physique d'une influence mauvaise ? Faut-il à tout prix prier pour la guérison, ou accompagner ? Jésus, souligne-t-il en revenant aux Évangiles, ne faisait pas que guérir, il ne faisait pas que montrer la toute-puissance de Dieu : il compatissait à la douleur des malades, il participait à leur souffrance avant même d'intervenir.



Participants du stage interculturel réunis dans la chapelle du

Défap, au premier jour de cette session 2022 © Défap

Nous sommes dans la chapelle du Défap et le public est constitué de 24 pasteurs, français et togolais. Les questions ou anecdotes qui émergent à l'issue de l'intervention témoignent toutes de préoccupations bien concrètes : nous sommes au cœur des problèmes quotidiens de la pratique pastorale. Un participant évoque son malaise devant l'insistance de paroissiens qui viennent pour exiger une guérison. Un autre repart de la question posée par les disciples de Jésus, dans Jean 9, sur l'aveugle de naissance : qui a péché, lui ou ses parents ? Cette théologie de la rétribution qui a tendance à culpabiliser les malades est très répandue, souligne-t-il, y compris sur le sol européen. « Il y a une donnée anthropologique de base, remarque pour sa part la pasteure Natacha Cros-Ancey, l'une des organisatrices du stage : tout être humain malade a tendance à se sentir maudit. Ça interroge la pratique pastorale : qu'est-ce qu'on demande à Dieu en présence d'un malade : la guérison ? La force ? »

Une question difficile pour toutes les Églises



Photo de groupe de quelques-uns des participants © Défap

Le thème de cette session, consacrée aux miracles et aux guérisons, avait été choisi par les participants eux-mêmes à l'issue de leur premier stage interculturel organisé en 2019 à

Kpalimé, au Togo. Cette première rencontre était consacrée à l'accompagnement pastoral des familles, mais la question de la maladie avait déjà émergé lors des échanges. Et les participants avaient éprouvé le besoin d'y revenir pour mieux cerner les convergences et les différences sur ce thème d'un pays à l'autre. D'où cette décision d'étudier plus avant un sujet difficile et pourtant bien présent dans toutes les Églises. Avec à la fois des apports bibliques et théoriques, et des témoignages. Parmi les intervenants, on trouve ainsi Corina Combet Galand, bibliste et ancienne professeur en Nouveau Testament à l'Institut Protestant de Théologie de Paris ; la bibliste Christine Prieto ; Franck Agbi Awume ; Frédéric Chavel, professeur à l'Institut Protestant de Théologie à Paris... Mais aussi des acteurs familiers du domaine médico-social : Victor Azdra, aumônier des établissements sanitaires et médicaux-sociaux ; Jonathan Ahovi, pédopsychiatre ; Célin Nzambe, médecin congolais...

Si le sujet est difficile, la mise en place de cette nouvelle rencontre, très attendue, ne l'a pas été moins : car entretemps, la pandémie est venue bloquer les frontières ; et les contraintes sanitaires ont largement retardé la réunion des 24 pasteurs français et togolais. Ce que Natacha Cros-Ancey n'a pas manqué de souligner dès le premier jour de ce stage, en accueillant les participants au 102 boulevard Arago : « il a fallu patience et persévérance ». Mais les échanges sont à la hauteur de l'attente. Ils permettent de comparer les pratiques et les approches spirituelles qui les sous-tendent, très différentes selon les contextes. Mais il en ressort aussi que les défis qui se posent dans les Églises au Togo ou en France ne sont pas forcément si éloignés. Quels que soient le pays et le contexte culturel, l'irruption de la maladie interroge la foi du malade, de ses proches et de l'Église elle-même.

Retrouvez ci-dessous quelques témoignages sur ce

stage CPLR-Défap :

Co-animateur de la CPLR, Ulrich Weinhold revient sur l'organisation de cette session retour de l'échange interculturel entre pasteurs français et togolais.

Témoignage du pasteur Ohini Kodjo Delasee. Cette question de la guérison, souligne-t-il, sera perçue de manière différente dans les pays, mais avec toutefois un point commun essentiel : quel que soit le contexte, il ne peut être légitime de s'arroger le pouvoir de guérir.

Pour le pasteur Arnaud Lépine-Lassagne, les différences d'approche sur le thème des « miracles et guérisons », qui sont au cœur de ce stage interculturel, tiennent beaucoup plus à la manière dont les uns et les autres vivent leur foi, qu'au pays dans lequel ils vivent. « Je grandis beaucoup dans mon expérience de foi », souligne-t-il.

Témoignage du pasteur Daniel Bernhardt : ce thème de la guérison, souligne-t-il, était déjà sorti lors des échanges pendant la précédente session, qui s'était déroulée en 2019 au Togo. Et les participants avaient éprouvé le besoin d'y revenir pour mieux cerner les convergences et les différences sur ce thème d'un pays à l'autre. « C'est une autre manière de vivre les choses (...) et en même temps, on sent cette humanité profonde qui nous anime tous ».

Go to Arago : session retour pour la formation CPLR-Défap

Après « Go to Togo », stage interculturel organisé en 2019 grâce à un partenariat entre la CPLR et le Défap

dans la ville togolaise de Kpalimé, voici venue l'heure de la deuxième partie de cet échange. Elle associe, comme lors de la première partie, 24 pasteurs français et togolais. Mais si l'étape togolaise avait été axée sur l'accompagnement pastoral des familles, celle qui va se dérouler au Défap sera, elle, placée sous le thème de la guérison.



Douze pasteurs de France et douze du Togo ; tous réunis durant une dizaine de jours pour échanger et se former à propos d'un thème crucial pour leur pratique pastorale quotidienne... L'opération évoque fortement le stage « Go to Togo » organisé en 2019, et pour cause : les participants sont les mêmes et cette rencontre est la suite logique de celle qui avait eu lieu à Kpalimé. Mais alors qu'en mars 2019, les pasteurs togolais accueillaient leurs collègues français, cette fois-ci, ce sont les Togoais qui seront accueillis. Cette session retour se déroulera du 7 au 17 juin au siège du Défap, au 102 boulevard Arago, à Paris.

Ces échanges hors des cadres habituels et par-delà les

frontières sont organisés par la CPLR (la Communion luthéro-réformée), en collaboration avec le Défap. En mars 2019, la thématique en était l'accompagnement pastoral des familles. Fruit d'une initiative commune de l'Église évangélique presbytérienne du Togo (EEPT) et du Défap, cette première partie du stage CPLR s'inscrivait alors dans le prolongement de la réflexion lancée par la Cevaa à travers son Action Commune « Familles, Évangile et cultures ». Pour cette année 2022, le thème sera : « Miracles et guérisons, regards et enseignements ». Avec des intervenants comme Corina Combet Galand, bibliste et ancienne professeur en Nouveau Testament à l'Institut Protestant de Théologie de Paris ; la bibliste Christine Prieto ; Franck Agbi Awume, professeur en Nouveau Testament à la Faculté d'Atakpamé, au Togo ; Frédéric Chavel, dogmaticien et professeur à l'Institut Protestant de Théologie à Paris... Mais avec aussi des acteurs de terrain : les participants pourront ainsi s'entretenir avec Victor Azdra, aumônier des établissements sanitaires et médicaux-sociaux ; avec Jonathan Ahovi, pédopsychiatre, qui assure une consultation transculturelle à la Maison de Solenn à Paris ; Célin Nzambe, médecin congolais...

Il est à souligner que le thème des « miracles et guérisons » a été choisi par le groupe lui-même à la fin de la session à Kpalimé. Du côté togolais, il renvoie à la question de l'opposition (ou à l'inverse de la cohabitation possible) entre rituels de la tradition (y compris sorcellerie) et apports de l'Évangile. Comment ces deux réalités cohabitent-elles ou s'affrontent-elles dans le contexte africain ? Et du côté européen, la question de la guérison ou du miracle, traverse de manière contrastée les différents courants théologiques et spirituels : il peut ainsi être envisagé de manières très différentes dans des Églises de sensibilité luthéro-réformée ou évangélique... Dès lors, sur quelle vision du monde (rationalité / scientisme / mystère) s'appuient ces différents courants ? Comment sont lus les récits bibliques de miracles et de guérisons ?

Au bout du compte, si d'un point de vue biblique la donne miraculeuse est présente, comment s'articule-t-elle aux divers contextes culturels ? Et comment se déploie-t-elle dans un contexte d'interculturalité ?

Ne pas confondre la CPLR et le CPLR

Plus qu'un organe de formation, la CPLR est une communion d'Églises entre l'Église protestante unie de France et l'Union des Églises protestantes d'Alsace et de Lorraine. Si ses actions touchent à la formation permanente des pasteurs, elles concernent aussi la catéchèse et la coordination des représentations dans des instances œcuméniques nationales et internationales. *La* CPLR est héritière directe *du* CPLR (Conseil Permanent Luthéro-Réformé), dont l'existence avait en fait précédé les créations à la fois de l'UEPAL et de l'EPUDF. Créé en 1972 et lui-même issu d'une instance de dialogue dite «des Quatre bureaux», le Conseil Permanent Luthéro-Réformé réunissait alors quatre Églises protestantes de France, à savoir l'ERF (Église réformée de France), l'EELF (Église évangélique luthérienne de France), l'EPCAAL (Église protestante de la Confession d'Augsbourg d'Alsace et de Lorraine) et l'EPRAL (l'Église protestante réformée d'Alsace et de Lorraine). Un rapprochement qui s'inscrivait dans un contexte européen de dialogue entre Églises de traditions luthérienne et réformée, dont la traduction la plus visible s'était manifestée dès 1970 par la signature de la Concorde de Leuenberg, texte d'accord théologique reprenant les grandes questions des sacrements (Baptême et Cène) et des ministères.

Les domaines d'intervention de la CPLR (formation, mission...) ont poussé depuis de nombreuses années à des rapprochements avec le Défap, service missionnaire des Églises luthéro-réformées (même si l'une des Églises membres du Défap, l'[UNEPREF](#), n'a pas de liens avec la CPLR). Si la formation initiale des pasteurs est assurée par la [faculté de Strasbourg](#) en Alsace-Moselle, et par l'[Institut Protestant de Théologie](#)

pour la « France de l'intérieur », la formation permanente, élément essentiel de la vie des pasteurs, est gérée depuis longtemps en commun grâce à la CPLR. Pour le Défap, il s'agissait de promouvoir les thèmes de la missiologie et les préoccupations liées à la mission dans le cadre de cette formation continue. Après diverses expériences d'échanges de pasteurs (par exemple, un pasteur français pouvait partir un mois au sein d'une Église béninoise, et en retour, un pasteur béninois pouvait venir en France), expériences qui se heurtaient souvent à la difficulté de rendre les pasteurs disponibles durant une période aussi longue, le Défap a décidé de s'insérer dans les stages de formation de la CPLR. Avec l'idée d'organiser tous les deux ans un stage en commun Défap-CPLR, le Défap s'occupant de l'animation internationale. C'est ainsi qu'ont été mis sur pied des stages au Sénégal, au Cameroun, au Maroc... Concrètement, le rôle du Défap est celui de facilitateur, en assurant les liens entre Églises côté français, ainsi que les liens Nord-Sud entre partenaires.

Pour aller plus loin :

- [Togo : «Les causes de la crise sont toujours là»](#)
- [Défap et CPLR : une relation au service de la mission](#)
- [Luthériens et réformés hier et aujourd'hui, conférence du 27 janvier 2013 au Temple de la rue de Maguelone à Montpellier, par André Gounelle](#)
- [La concorde de Leuvenberg : ses enjeux pour nos Églises et notre communion \(Paru dans Information Evangélisation n°1 de mars 1994\), par André Birmelé](#)
- [Le site de la CEPE \(Communion d'Églises protestantes en Europe\)](#)

Sauvegarde de la création : inventer de nouveaux modèles

Innover face aux défis tant humains qu'écologiques que posent les grands enjeux actuels, c'est ce que fait le Secaar, organisation au service du développement holistique, qui regroupe aujourd'hui 19 Églises et organisations chrétiennes d'Afrique et d'Europe, et dont le Défap est membre fondateur.



Visite du Défap à la mairie d'Agbelouvé, que le Secaar accompagne pour des projets locaux

Entre le Défap et le Secaar (Service chrétien d'appui à l'animation rurale), les relations sont déjà anciennes : elles datent de 1988, année de la création du Secaar, à laquelle le Défap a pris part. Depuis lors, le Défap participe régulièrement à l'action de ce réseau d'Églises (19 Églises) et d'organisations engagées dans le développement et la sauvegarde de la création, à travers ses envoyés. Un constat qu'a permis de vérifier la mission organisée en mars 2022 au

Togo et au Bénin par la responsable des envoyés du Défap. Actuellement, la collaboration avec le Secaar se renforce à travers le suivi de ces envois de volontaires qui ont repris depuis la rentrée 2021.

Présent dans une douzaine de pays, ayant son siège à Lausanne, en Suisse, et son secrétariat exécutif à Lomé, au Togo, le Secaar cherche à promouvoir l'être humain dans toutes ses dimensions : spirituelle, sociale et matérielle. Ses actions se déploient selon cinq axes de travail : le développement intégral (considérer l'être humain comme une créature avec des besoins matériels mais également relationnels et spirituels), l'agroécologie (maintenir les équilibres des écosystèmes), le climat et l'environnement (système alimentaire mondial plus juste, avec respect de l'environnement), les droits humains (promotion de la dignité humaine et accès équitable aux ressources), et la gestion de projet (accompagnement et/ou suivi).

Développement rural et compensation carbone



Au centre Dangbo, au Bénin (une structure également accompagnée par le Secaar), plus de 2000 acacias ont été plantés et sont suivis dans le cadre d'un projet de compensation carbone

Lieu d'expérimentation, de formation et accompagnement de structures et de communautés locales, le Secaar ambitionne d'être un réseau qui contribue au développement local. Il est de plus en plus reconnu pour ses compétences et la qualité de son accompagnement. Un rôle qui a trouvé de nouveaux lieux pour s'exprimer au Togo avec la loi « Décentralisation et libertés locales » du 26 juin 2019. Cette loi a mis en place des « collectivités territoriales dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière », qui ont reçu « pour mission la conception, la programmation et l'exécution des actions de développement d'intérêt local de leur ressort territorial, en particulier dans les domaines économique, social et culturel ». Or ces nouvelles collectivités ne sont pas nécessairement encore dotées des compétences nécessaires pour exercer ces nouvelles responsabilités, d'où le besoin de faire appel à des partenaires extérieurs ; et au Togo, comme dans de nombreux pays d'Afrique, les questions de laïcité ne se posent pas dans les mêmes termes qu'en France. C'est ainsi que les Églises peuvent y avoir un rôle reconnu dans le domaine social, dans l'enseignement, la santé, ou le développement rural. Voilà comment le Secaar, organisme chargé du développement et regroupant à la fois des Églises et des ONG, a pu être sollicité pour apporter ses compétences aux nouvelles collectivités...

C'est par exemple le cas à la mairie d'Agbelouvé, dans la préfecture de Zio, à quelques dizaines de kilomètres de la capitale Lomé, où le Secaar participe désormais à la définition de projets locaux, en mettant en avant son approche réconciliant développement, prise en compte des besoins humains dans toutes leurs dimensions et respect de l'environnement. Une collaboration à laquelle a pu participer

une envoyée du Défap.

D'autres projets (comme celui d'une ferme-école) pourraient voir d'autres formes de rapprochements – par exemple en lien avec la démarche de compensation carbone dans laquelle s'est engagé le Conseil du Défap. Suivant en cela des initiatives comme celle du centre Dangbo : à un peu moins de 200 km de Lomé, le centre Dangbo est situé, non plus au Togo, mais dans le pays qui le jouxte à l'est, le Bénin. Installé sur un terrain de 7 hectares à une douzaine de kilomètres de Porto Novo, la capitale administrative béninoise, et dirigé depuis 2013 par le pasteur Mathieu Agossou, le centre Dangbo est aujourd'hui reconnu pour ses activités dans les domaines de l'agroécologie et de l'agriculture durable. Sa collaboration avec le Secaar se manifeste entre autres par un échange de pratiques qui permet aujourd'hui à Dangbo de se prévaloir des compétences de centre de formation. Un peu plus de 2000 acacias y ont déjà été plantés suite à un projet de compensation carbone présenté dans le cadre d'une journée missionnaire organisée en 2018 à Aix-en-Provence. Une initiative que les collaborations entre Défap et Secaar pourraient étendre à d'autres partenaires du Secaar.

La Cevaa en conseil au Togo

Du 21 au 27 octobre 2019, la Cevaa a tenu son conseil exécutif à Lomé. Le secrétaire général du Défap, le pasteur Basile Zouma, y assistait pour la première fois en tant qu'invité.



Une fois au nord, une fois au sud : tous les six mois, la Cevaa tient son conseil exécutif dans un pays différent, en vertu d'une pratique bien établie selon laquelle les réunions sont accueillies à chaque fois par une Église différente. En ce mois d'octobre 2019, le conseil avait lieu à Lomé, au Togo, et il était accueilli conjointement par l'EEPT (l'Église Évangélique Presbytérienne du Togo) et l'EMT (l'Église Méthodiste du Togo). Le secrétaire général du Défap, le pasteur Basile Zouma, y assistait pour la première fois en tant qu'invité.

Défap et Cevaa : deux institutions ayant chacune ses spécificités et son identité, mais engagées toutes deux dans la même mission. «Elles sont nées toutes deux en 1971, comme deux branches d'une même volonté missionnaire, a souligné Basile Zouma. Toutes deux auront bientôt 50 ans.»

«Une utopie mobilisatrice»

La Cevaa, c'est cette Communauté de 35 Églises, présentes dans 24 pays et sur quatre continents, qui partage avec le Défap l'héritage de la Société des Missions Évangéliques de Paris, la SMEP. Si le Défap a poursuivi ses activités dans la maison du 102 boulevard Arago, à Paris, et continué le rôle de

service missionnaire des Églises de la tradition luthéro-réformée qui le constituaient, la Cevaa, quant à elle, a reçu la charge de faire vivre la grande famille d'Églises nées des travaux de la SMEP. Les activités du Défap se développent donc prioritairement avec des Églises de la Cevaa... mais pas seulement ; car depuis la naissance du Défap et de la Cevaa, d'autres partenariats ont pu être noués, d'autres relations établies.

Cette double naissance et cette histoire commune ont été soulignées tout récemment lors d'un colloque organisé au Défap, le 11 octobre : «le mot qui est revenu à cette occasion, a souligné Basile Zouma, c'est celui de jumeauté. La Cevaa et le Défap comme deux faces d'une même pièce...» Même si, a-t-il reconnu, «être de la même famille n'est pas une garantie de paix. Pour cela, il faut un effort commun, il faut faire des choix de vie communs, et faire parfois des compromis pour rester ensemble sur le même chemin.» Entre ces deux institutions que sont la Cevaa et le Défap, ont pu exister des incompréhensions. «Les institutions, a encore souligné Basile Zouma, sont vitales, fondamentales ; lors du colloque du Défap, quelqu'un a évoqué l'image de vases. Mais ces vases ne sont rien s'ils ne contiennent pas un liquide précieux : celui de la bonne nouvelle de l'Évangile pour les hommes.»

«En tant que Secrétaire général du Défap, a encore insisté Basile Zouma, je ne peux pas faire l'économie de situer la place du service Protestant de Mission par rapport à cet ensemble : je dirais que je le vois comme un élément de soutien à la Communauté et à la communion. Défap et Cevaa restent fortement liés ; mais une fois que les jumeaux sont nés, chacun prend son envol. Il faut accepter que l'un ou l'autre puisse suivre le cours de sa vie et ouvrir librement un chemin de rencontre. Le chemin que suit l'un n'est pas forcément le chemin de l'autre, mais il faut trouver les espaces pour construire ensemble.»

Le Secaar : une aventure qui dure depuis 30 ans

Le Défap était présent à Lomé (Togo) du 24 au 30 mars pour le Conseil d'Orientation et de Suivi du Secaar. Un rendez-vous également marqué par la commémoration des 30 ans de cette organisation atypique au service du développement holistique, qui regroupe aujourd'hui 19 Églises et organisations chrétiennes d'Afrique et d'Europe.



Le nouveau bureau du Secaar

Loin d'une course au développement à tout crin, le Secaar (Service chrétien d'appui à l'animation rurale), un réseau de dix-neuf Églises et organisations chrétiennes d'Afrique et d'Europe, présent dans une douzaine de pays, cherche à promouvoir l'être humain dans toutes ses dimensions :

spirituelle, sociale et matérielle. Ses actions se déploient selon cinq axes de travail : le développement intégral (considérer l'être humain comme une créature avec des besoins matériels mais également relationnels et spirituels), l'agroécologie (maintenir les équilibres des écosystèmes), le climat et l'environnement (système alimentaire mondial plus juste, avec respect de l'environnement), les droits humains (promotion de la dignité humaine et accès équitable aux ressources), et la gestion de projet (accompagnement et/ou suivi). Il a été fondé en 1988 au Bénin, avant d'être officiellement constitué en association internationale en 1994 à Yaoundé, au Cameroun ; et le Défap en est un des membres fondateurs. Son siège se trouve aujourd'hui à Lausanne, en Suisse, et le secrétariat exécutif à Lomé, au Togo.

En ce mois de mars 2019, du 24 au 30, les 22 délégués des 19 différentes organisations membres, dont le Défap, se sont réunis à Lomé à l'occasion du Conseil d'Orientation et de Suivi (COS) du Secaar : une réunion qui a lieu deux fois par an, et qui fait office d'Assemblée générale du Réseau. Figurait notamment à l'ordre du jour l'élection d'un nouveau bureau, pour un mandat de deux ans : après six années à la présidence du réseau, Jean-Blaise Kenmogne a été remplacé par Roger Agbakli de l'ONG BUPDOS (Bénin). Roger Zürcher (Suisse), Francis Gueye (Sénégal) et Blanche Djou (Cameroun) ont été respectivement reconduits à leurs postes de vice-président, trésorier général et membre. Ces rencontres sont également l'occasion de faire le point sur des démarches particulières réunissant divers acteurs du réseau : François Fouchier, qui avec Laura Casorio représentait le Défap à ce Conseil d'Orientation et de Suivi, a ainsi évoqué le cas de la démarche «Église verte» en France.

«Ce qui n'est calculable ni mesurable, c'est-à-dire la vie, la souffrance, la

joie, l'amour»

Mais ce COS de mars 2019 a été aussi marqué par les commémorations des trente ans du Secaar, avec une journée portes ouvertes pour permettre de présenter les partenaires ; un événement qui a donné lieu à une édition spéciale du bulletin de nouvelles du Secaar, [Partage](#), avec un retour sur ces trois décennies d'aventure du réseau depuis ses origines. Trente ans d'engagements pour le droit à la terre, le droit des femmes, pour aider les communautés à faire face aux changements climatiques... Jean-Blaise Kenmogne, président sortant du Secaar, est ainsi revenu à travers un article sur le concept de «développement holistique» : *«S'il est un rêve qui habite tous les pays du monde, c'est assurément celui de se développer. Très souvent appréhendé comme un processus d'amélioration des conditions matérielles de l'existence, le développement postule une production et une consommation des biens et des services toujours plus élevées (...) Une telle pratique, si elle a le mérite d'être quantifiable, ne peut générer à elle toute seule l'idéal souhaité par une société. Elle ignore ce qui n'est calculable ni mesurable, c'est-à-dire la vie, la souffrance, la joie, l'amour et sa seule mesure de satisfaction est dans la croissance.»* L'un de ses prédécesseurs, Jean-François Faba, a fait l'éloge de cette pensée à contre-courant des vents dominants du développement : *«Dans la tradition protestante française, nous avons le verbe «résister» inscrit dans la pierre d'une prison pour femmes. Ces dernières étaient accusées d'appartenir à la religion prétendue réformée. Ce verbe met en action toute une série de paroles et de gestes qui envisagent un avenir possible au-delà de la sombre réalité du temps présent. Pendant quelques années j'ai pu, au sein du bureau du Secaar, vivre cette résistance dans un réseau d'hommes et de femmes dont la volonté de dépasser le poids des contraintes subies m'apparaissait comme les prémices d'une libération sociale et économique.»*

Cette commémoration des trente ans du Secaar a aussi donné

l'occasion de revenir sur la «capitalisation d'expériences», un processus permettant de valoriser tous les acquis et enseignements des diverses actions entreprises par le Secaar, de manière à pouvoir en partager les fruits : ce qui se fait déjà à travers des [fiches disponibles sur le site](#) de l'organisation, des vidéos, des témoignages, mais pourrait prendre aussi dans le futur la forme de sessions de formation, comme Simplicie Agbavon, secrétaire exécutif du Secaar, en exprime l'espoir.

Retrouvez ci-dessous quelques témoignages en vidéo illustrant la diversité des actions et des partenariats du Secaar :

Car cette thématique de la formation est devenue au fil des années l'une des spécialités et l'une des marques de fabrique du Secaar. Au-delà de son soutien aux ONG ou Églises membres, il cherche à apporter une réflexion théologique aux acteurs de développement et une réflexion sur le développement aux

théologiens. Des actions pour lesquelles il travaille en collaboration régulière avec le Défap et son homologue suisse, DM-échange et mission : le Défap a, par exemple, envoyé la bibliste Christine Prieto pour travailler sur un cycle de formations bibliques, qui a abouti à l 'édition d'un ouvrage conçu pour aider des groupes à réfléchir sur la question du développement dans une perspective biblique. DM fournit pour sa part un appui à la communication du Secaar, à laquelle travaille actuellement une envoyée venue de Suisse, Marion Delannoy ; par le passé, cette mission a pu être assurée par des envoyés du Défap et de DM-échange et mission.

Retrouvez ci-dessous quelques images de ce Conseil d'Orientation et de Suivi du Secaar :

«Go to Togo» : les premiers jours en images

Pendant une dizaine de jours, en ce mois de mars 2019, des pasteurs togolais de l'EEPT et de l'EMT, et des pasteurs français de l'EPUdF et de l'UEPAL, participent à une session commune organisée au Togo par la CPLR (Communion protestante luthéro-réformée), instance chargée notamment de la formation permanente. Voici un aperçu des premières journées.